

La professionnalisation de l'enseignement supérieur

Position du Conseil fédéral de la FEF, mardi 17 décembre 2002

Note préliminaire : nous parlerons ici de professionnalisation , et non d'employabilité , considérant que celle -ci est le fait de donner à l'étudiant les capacités transdisciplinaires pour s'adapter au marché du travail . A noter que tous n'emploient pas le mot de la même façon .

La Fédération des Etudiant(e)s francophones a toujours considéré la qualité de l'enseignement comme une priorité en vue d'une démocratisation plus grande de l'enseignement supérieur. Mais dans le cadre du processus de Bologne, quelle fonction donner à notre enseignement ?

En effet, alors que l'enseignement est devenu " un marché", que bientôt l'éducation ne pourra plus être considérée comme un service public, mais comme un lieu de profit, qu'est-ce que la société attend de son enseignement. Selon les partisans du processus de Bologne, l'enseignement a comme objectif de favoriser "la croissance de l'économie" en mettant en avant la professionnalisation des étudiants ainsi que leur mobilité et la compétitivité de l'éducation, c'est à dire en mettant en adéquation les institutions d'enseignement et les entreprises, et ce, au détriment d'autres raisons d'être de l'enseignement .

La FEF considère évidemment que dans une formation doivent aussi être présentes des aptitudes professionnelles, mais que d'autres aspects sont également à prendre en compte: la formation du citoyen responsable, de l'esprit critique et de la réflexion, la transmission du savoir et des connaissances passées.

Les lieux d'enseignement doivent rester des centres de connaissances et de savoirs pour former les citoyens du futur .

D'autres part, ne pas donner un enseignement à but professionnalisant ne veut pas dire que l'étudiant ne sera pas formé à s'intégrer sur le marché de l'emploi : bien au contraire, c'est son esprit critique, d'analyse et d'adaptation qu'il pourra travailler dans plusieurs domaines.

Quels diplômes professionnalisants ?

La FEF s'oppose à tout cursus " uniquement " professionnalisant, que ce soit en Université ou en HE.

La FEF refuse que les diplômes de premier cycle soient "professionnalisés" : ils doivent uniquement être une transition. En effet en termes de liberté d'accès et d'égalité, cet aspect est primordial en vue d'une démocratisation de l'enseignement?

Les deux réseaux de l'enseignement supérieur (Hautes Ecoles et Universités) ont chacun leurs propres buts et spécificités ; en conséquence la professionnalisation des premiers cycles (en HE et Université) conduirait à un désintérêt des cycles courts (en trois ans), et par la suite à une absorption de ces cycles au sein des universités (si on se réfère au modèle 3+2).

Nous craignons énormément une professionnalisation du bachelor. Cela signifie qu'il n'est plus nécessaire que l'étudiant poursuive ses études pour trouver par la suite un emploi. Cet état de fait est dangereux pour l'indépendance des institutions et pour la démocratisation réelle de l'enseignement ; en effet , l'instauration d'une barrière à l'accès au master est beaucoup plus plausible, puisque la poursuite des études n'est plus indispensable.

Ce risque de barrière à l'accès du second cycle est en effet bien réel. La Communauté française n'a pas les moyens de financer une année supplémentaire : il est donc plus facile de restreindre l'accès au master pour ne pas avoir à augmenter le budget de l'enseignement.

La participation des entreprises dans le fonctionnement des institutions d'enseignement

La FEF considère que l'esprit critique en vue d'assurer une qualité d'enseignement doit être préservée : dans ce cadre-là, nous refusons toute participation des entreprises dans le fonctionnement des Universités et des Hautes Ecoles, tant financière que décisionnelle (1)

En effet, en considérant l'enseignement comme une mission de la Communauté française, et par là comme un service public, c'est à la société de pourvoir aux besoins d'enseignement. Nous refusons donc le sponsoring des entreprises pouvant amener plusieurs dérives.

Avec le financement de l'enseignement par les entreprises, nous assistons de fait à un certain pouvoir décisionnel de celles-ci : en effet, financer l'enseignement demande une contrepartie (ce qui est normal pour des entreprises ayant comme but de faire du profit). Cette contrepartie se porte alors à un pouvoir décisionnel, sur le fonctionnement de l'institution, sur le contenu des cours, sur les enseignements à privilégier par rapport à d'autres ... L'indépendance de l'enseignement est alors remise en question menaçant sa qualité et sa pertinence.

En résumé, la FEF marque son attachement à un enseignement public, critique et indépendant. Cela passe notamment par un refus de la professionnalisation des cursus et par le maintien d'un financement public fort et suffisant pour mener à bien les missions d'enseignement, de recherche et de service de la collectivité.

(1) cela n'exclut pas un éventuel mécénat totalement désintéressé pour autant que cela existe.